

## **Rapport concernant les actions entreprises à la suite des observations de la chambre régionale des comptes**

### **1- Se doter d'un projet stratégique de territoire**

Depuis un an, l'agglomération a engagé une réflexion pour synthétiser et valoriser son projet stratégique dans le but de donner du sens à l'action communautaire, favoriser son appropriation par les élus et les habitants et promouvoir le territoire.

Ce travail n'est pas encore abouti.

### **2- Etablir un rapport annuel d'activité**

Après réflexion, il a plutôt été envisagé de formaliser ce rapport à partir du rapport d'activité des différentes directions de l'EPCI.

Il est prévu que le document soit réalisé dans le cadre de l'exercice budgétaire 2024.

### **3- Etablir une programmation pluriannuelle des investissements**

Comme indiqué au cours du contrôle de la CRC, il n'est pas souhaité au sein de l'agglomération de se doter d'un PPI qui figerait la liste des investissements à venir ainsi que leur ordonnancement.

En effet, ces dernières années ont démontré toute la fragilité des PPI existants au regard tant des réalités extérieures (Epidémie, coût de l'énergie...) que des modalités de financement de l'Etat qui, par le biais de ses AMI, oriente fortement les priorités locales.

Flers Agglo continue donc plutôt de s'appuyer sur une prospective qui permet d'évaluer ses marges de manœuvre et de les calibrer dans le temps.

#### 4- Soumettre au conseil communautaire et transmettre aux communes membres un rapport quinquennal sur l'évolution du montant des attributions de compensation

La rédaction du rapport quinquennal sur l'évolution du montant des attributions de compensation est en cours de réalisation. Il sera présenté aux membres du Conseil communautaire lors de sa séance de juin 2024.

#### 5- Achever l'établissement des procès-verbaux de mise à disposition des biens mobiliers et immobiliers avec les communes membres

Suite à l'extension du territoire de Flers Agglo, les procès-verbaux de mise à disposition ont été réalisés pour le secteur de l'ex-cdc du Bocage d'Athis et de l'ex-cdc de Briouze. Ces documents ont été approuvés par le Conseil Communautaire.

A ce jour, les services réalisent, en lien avec la Commune de La Ferté Macé, les procès-verbaux du secteur de La Ferté Macé. Les procès-verbaux de l'ex-syndicat d'eau de Messei sont également en cours de finalisation.

#### 6- Compléter les documents budgétaires

##### 1- Les rapports sur les orientations budgétaires

Le rapport sur les orientations budgétaires comporte désormais l'encours de dette des différents budgets annexes Eau et Assainissement. Cf. *Annexe 1 - ROB 2024*

Par ailleurs, une programmation des investissements 2024-2026 a été présentée dans le ROB 2024.

##### 2- Les documents budgétaires

Les notes explicatives, budgets et comptes administratifs et les ROB sont désormais accessibles sur le site internet de Flers Agglo, conformément au Code Général des Collectivités Territoriales.

Par ailleurs, les annexes des budgets annexes sont complétées conformément à la maquette budgétaire.

##### 3- Affiner les prévisions de dépenses de fonctionnement du budget principal

Un travail particulier a été mené permettant d'améliorer les taux de réalisation des dépenses de fonctionnement.

	2021			2022			2023		
	BP	Réalisation	Taux	BP	Réalisation	Taux	BP	Réalisation	Taux
Dépenses réelles de fonctionnement	31 263 523 €	27 820 652 €	89%	31 994 860 €	29 347 738 €	91,73%	32 676 690 €	30 823 699 €	94%
dont 011- Charges à caractère général	5 432 030 €	4 000 324 €	74%	5 854 561 €	4 712 665 €	80,50%	5 873 697 €	5 212 506 €	89%

Le taux de réalisation s'est amélioré malgré un contexte particulièrement difficile lié à l'évolution du coût des fluides.

**7- Etablir des inventaires exhaustifs et actualisés, comptabiliser les flux financiers en fonction de l'évolution du statut des nouvelles immobilisations et appliquer les durées d'amortissement votées à tous les éléments de l'actif**

Un important travail a été réalisé en 2022 et 2023 par la direction des finances sur l'inventaire comptable. Des réunions d'échanges ont été réalisées avec la DDFIP permettant de régulariser les discordances.

Ainsi, au 31 décembre 2023, les immobilisations en cours ont été régularisées, désormais ce compte enregistre les projets en cours de réalisation. (Cf. *Annexe 2 - Encours des immobilisations au 31/12/2023*)

Au 31 décembre 2023, après saisie des mises à disposition, l'écart entre la valeur nette comptable du patrimoine et l'état de l'actif s'élève à 200 646.44€. (Cf. *Annexe 3 – Etat comparatif Actif/Inventaire au 31/12/2023*)

Au 31 décembre 2023, le comptable public n'a pas terminé la saisie des mises à disposition.

Par ailleurs, dans le cadre de la mise en place de la M57, de nouvelles cadences d'amortissement ont été approuvées par le Conseil communautaire et mises en place à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2024. (Cf. *Annexe 4 – Délibération relative aux cadences d'amortissement*)

**8- Veiller à l'apurement des titres de exécutoires correspondant aux engagements pris par les communes de l'ex-CCPB**

Par courrier en date du 7 septembre 2023, le Président de Flers Agglo a sollicité le Comptable public pour mettre en œuvre la procédure d'inscription d'office, selon les articles L1612-15 et 16 du Code Général des Collectivités Territoriales. (Cf. *Annexe 5 – Copie du courrier adressé à M. le Trésorier*)

Le 4 octobre 2023, la DDFIP a envoyé des mises en demeure reprenant l'ensemble des créances dues aux 7 communes de l'ex CDC du Pays de Briouze aujourd'hui membres de la CDC du Val d'Orne.

Une réunion concernant leur situation financière a été tenue le 10 novembre 2023 à la Sous-préfecture d'Argentan, en présence de Mme la Sous-préfète, des maires des 7 communes, du Comptable public et du Président de Flers Agglo.

A la suite de cette réunion, Flers Agglo a conclu une convention d'honoraires avec un cabinet d'avocats, par décision du 23 novembre 2023, aux fins d'être conseillé dans ce dossier et à même de mener toutes procédures utiles à la résolution de ce litige.

A ce jour, ces actions n'ont pas encore permis de recouvrer les sommes en question. Les procédures suivent leur cours.

**9- Encours de la dette**

Tous les prêts liés à l'extension du territoire de Flers Agglo en 2017 ont été intégrés à la dette de Flers Agglo (Budget Général, Eau, Assainissement et Maisons médicales).

Des différences existent toujours entre l'état de la dette de Flers Agglo et l'état de la dette du comptable public. Ces différences proviennent du transfert des prêts de La Ferté Macé qui n'a pas été réalisé en totalité au niveau de la DDFIP.

Notre objectif est de poursuivre ce travail en lien avec le comptable public et de finaliser au cours de l'exercice 2024.

**10- Prendre des mesures afin de réduire les déséquilibres des budgets annexes de SPA (hors ZA), et notamment celui de l'office de tourisme et commerce**

Concernant la réduction du déséquilibre budgétaire de l'OTC, les recettes ont été augmentées de 63 000 € en 2023 par l'instauration de la taxe de séjour (63 000 €). Quant aux dépenses elles ont été maîtrisées et n'ont pas augmenté.

**11- Conduire à terme la démarche de convergence des tarifs de l'eau et de l'assainissement jusqu'à l'échéance prévue à fin 2024**

Ce calendrier est arrivé à échéance au 01/01/2024 pour ce qui est de l'harmonisation des tarifs eau et assainissement comme prévu et le lissage est arrivé à son terme. La délibération adoptant les tarifs 2024 en atteste. (Cf. *Annexe 6 - délibération n°2023-1026*)

**12- Définir une politique de transport et de déplacements qui fixe des objectifs stratégiques**

Les objectifs stratégiques de la politique transport et mobilité de Flers Agglo sont étudiés tous les 5 ans lors du renouvellement de la Délégation de Service Public "Transports urbains" avec l'appui d'un Assistant à Maîtrise d'Ouvrage. Par ailleurs le schéma directeur cyclable a été approuvé par délibération le 12 octobre 2023. (Cf *Annexe 7 - Délibération n°2023-949*)

**13- Poursuivre le service de location de vélos à assistance électrique au moins durant quelques années avant qu'un bilan avantages/inconvénients et sur les effets financiers soit établi**

Dans le cadre de la Délégation de Service Public "Transports urbains 2024/2029", le service de location moyenne durée de VAE a été prolongé. Ce service est composé actuellement de 70 VAE, 3 vélos cargo et 4 remorques. Flers Agglo a répondu à l'AMI "Avélo 3" pour acquérir 30 VAE supplémentaires et 3 vélos cargo. Par ailleurs, Flers Agglo apporte depuis 2022 une aide à l'achat de vélo.

**14- Réfléchir à plusieurs orientations concernant la fin de la DSP transport**

Flers Agglo réfléchit actuellement à la création d'un dépôt de bus/car communautaire à moyen/long terme. Ce dépôt de bus permettrait à Flers Agglo de créer une concurrence plus importante entre les transporteurs et de réfléchir à la solution d'une régie communautaire des

transports urbains. Cette réflexion n'est pas assez mûre pour la nouvelle DSP pour laquelle la procédure de mise en concurrence a déjà été lancée.

**15- Prévoir la création, par le délégataire, d'une société ayant pour objet l'exploitation de la seule DSP**

Dans le cadre de la nouvelle Délégation de Service Public "Transports urbains 2024/2029", une réflexion a été engagée pour la constitution d'une société dédiée pour renforcer le contrôle exercé par Flers Agglo sur son concessionnaire et la transparence de la situation de ce dernier. Cette solution n'a pas été retenue pour des raisons opérationnelles et financières, en raison notamment de l'obligation d'appliquer la convention collective urbaine à la société dédiée et des contraintes financières et organisationnelles en découlant. Le surcoût de la société dédiée a été chiffré à 120 k€ H.T. annuel.

**16- Exercer les prérogatives d'AOM en diligentant les enquêtes d'évaluation de la qualité du service rendu dans le cadre de la DSP transport**

Les agents du service transport de Flers Agglo se rendent régulièrement dans les bus urbains ainsi qu'au dépôt de Transdev pour évaluer la qualité du service rendu. Des enquêtes d'évaluation pourraient être diligentées en cas d'observations de dysfonctionnement. Des enquêtes de satisfaction et de qualité seront diligentées par le délégataire dans le cadre de la nouvelle DSP.

**17- Saisir le délégataire pour remédier au fait que les rapports annuels d'activité ne permettent pas une analyse des évolutions des données sur plusieurs exercices**

Le rapport d'activité de la Délégation de Service Public "Transports urbains 2024/2029" a été revu pour permettre une analyse des évolutions des données sur la durée du contrat. Le Délégataire a l'obligation de tenir et de présenter ses tableaux de bord semestriels de manière uniforme pendant toute la durée d'exécution de la présente convention. De même, les méthodes, notamment comptables, retenues pour l'élaboration du rapport doivent demeurer constantes durant toute la durée de la convention.

**18- Faire de la lutte contre le phénomène de l'absentéisme un point de vigilance**

Afin de répondre à cette demande, la direction des Ressources Humaines est en train de se doter d'outils de diagnostic : mise en place de tableaux individuels de suivis des arrêts de plus d'un mois/CLM-CLD- accidents/TPT/Maladie pro/reclassement et réalisation de statistiques annuelles d'absences à partir de 2023.

Dans un second temps, les analyses fines de ces éléments de diagnostics permettront de proposer des stratégies de prévention.

## 19- Mettre en conformité le règlement du temps de travail avec les textes au regard du nombre de jours de congés

L'année 2023 a été consacrée à la refonte du règlement du temps de travail et a abouti à un nouveau règlement adopté par le Comité Social Territorial et l'assemblée délibérante le 14 décembre 2023. (Cf. *Annexe 8 - délibération n°2023-1054*)

Ainsi les agents en activité bénéficient depuis le 1<sup>er</sup> janvier 2024, au prorata de leurs obligations hebdomadaires de service, d'un régime de congés annuels de :

Pour une durée hebdomadaire sur 5 jours	Pour une durée hebdomadaire sur 4 jours et demi	Pour une durée hebdomadaire sur 4 jours
25 jours	22.5 jours	20 jours

Et ils bénéficient en complément d'un régime de « congés » RTT de :

Pour une durée hebdomadaire de 37h30 sur 5 jours	Pour une durée hebdomadaire de 36 h sur 4,5 jours	Pour une durée hebdomadaire à 35H
15 jours	6 jours	0 jour

## 20- Point sur la demande de retrait de Flers Agglo formulée par la commune de La Ferté Macé...

### 1. ... selon la procédure dérogatoire

Par requête enregistrée le 04/12/2020 par le tribunal administratif de Caen, la Ville de La Ferté Macé a sollicité l'annulation de la décision de la Préfète de l'Orne du 7 octobre 2020 par laquelle elle a refusé le retrait de la commune de La Ferté Macé de la communauté d'agglomération Flers Agglomération selon la procédure dérogatoire décrite à l'article L. 5216-11 du CGCT.

A la rédaction du rapport de la CRC, le contentieux au fond restait pendant.

Depuis lors, le tribunal administratif de Caen a, par jugement du 03 février 2023, rejeté la requête de la commune de la Ferté Macé.

Par requête enregistrée sous le n° 23NT00976 au greffe de la Cour Administrative d'Appel de Nantes le 05/04/2023, la commune de la Ferté Macé a formé appel contre ce jugement. Par arrêt rendu le 22 mars 2024, la Cour Administrative d'Appel de Nantes a rejeté la requête de la commune de la Ferté Macé.

### 2. ...selon la procédure de droit commun

Par une délibération du 6 avril 2022, le conseil municipal de La Ferté-Macé a voté le retrait de la commune de Flers Agglo et son adhésion à la communauté de communes du Pays Fertois et du Bocage Carrougien. Par une décision du 7 juin 2022, le préfet de l'Orne a refusé le retrait

de la commune de La Ferté-Macé de la communauté d'agglomération Flers Agglo selon la procédure de droit commun décrite à l'article L. 5211-19 du CGCT.

Par une délibération du 19 avril 2022, le conseil communautaire du Pays Fertois et du Bocage Carrougien a approuvé l'adhésion de la commune de la Ferté-Macé au 1er janvier 2023. Par un courrier du 9 juin 2022, le préfet de l'Orne a informé la présidente de la communauté de communes du Pays Fertois et du Bocage Carrougien de son refus du retrait de la commune de La Ferté-Macé de la communauté d'agglomération Flers Agglo en vue d'adhérer à la communauté de communes du Pays Fertois et du Bocage Carrougien.

La situation a évolué depuis la rédaction du rapport de la CRC.

Depuis lors, le tribunal administratif de Caen a, par jugement du 25 septembre 2023, annulé les décisions du Préfet de l'Orne des 7 et 9 juin 2022.

Par requête enregistrée sous le n° 24NT00014 au greffe de la Cour Administrative d'Appel de Nantes, le ministère de l'intérieur a formé appel contre ce jugement.

## ANNEXES

*Annexe 1 - ROB 2024*

*Annexe 2 - Encours des immobilisations au 31/12/2023*

*Annexe 3 – Etat comparatif Actif/Inventaire au 31/12/2023*

*Annexe 4 – Délibération relative aux cadences d’amortissement*

*Annexe 5 – Copie du courrier adressé à M. le Trésorier*

*Annexe 6 - délibération n°2023-1026 : Tarifs eau et assainissement 2024*

*Annexe 7 - Délibération n°2023-949 : Schéma directeur cyclable*

*Annexe 8 - délibération n°2023-1054 : Protocole relatif au temps de travail – refonte au 01.01.2024*